

SE TENIR COI EN AMÉRIQUE CENTRALE

La nouvelle ambivalence de Washington à l'égard de l'Amérique centrale offre peut-être encore le meilleur espoir de mettre un terme aux guerres qui ravagent la région.

PAR PETER HAKIM

LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN, M. GEORGE BUSH, ET SES CONSEILLERS ONT toute raison d'être satisfaits par les événements en Amérique centrale. Depuis leur entrée en fonction, les deux principaux objectifs de la politique américaine dans la région ont été atteints : les sandinistes ont perdu le pouvoir au Nicaragua et Manuel Noriega a été déposé au Panama.

Les cieux s'éclaircissent aussi au Salvador, où Washington semblait dans une impasse. La Maison Blanche soutenait un gouvernement et une armée qui ne pouvaient vaincre une insurrection marxiste de type guérilla, qui ne voulaient pas négocier sérieusement et qui étaient incapables de lutter contre des violations flagrantes des droits de la personne. À présent, pour la première fois, des véritables négociations sont en cours pour mettre fin à la guerre civile qui mine le pays depuis dix ans.

Ce qui est remarquable, c'est que ces événements se sont produits à un moment où la politique des États-Unis en Amérique centrale se caractérisait par son ambiguïté et son indécision. L'attitude du gouvernement Bush vis-à-vis de la région manquait à la fois de la volonté et de la ferveur qui avaient marqué celle de son prédécesseur. La Maison Blanche de Reagan était animée d'un zèle idéologique et d'un ferme dessein. En qui concernait l'Amérique centrale, Ronald Reagan avait tracé une voie et des objectifs bien définis dont rien ne réussit à l'écarter ne fût-ce que d'un iota, ni les divisions qu'ils provoquaient au sein du Congrès et de la population américaine, ni les conflits qu'ils suscitaient avec les pays latino-américains.

GEORGE BUSH N'EST PAS ARRIVÉ AU POUVOIR EN MANIFESTANT DE FORTS ancrages politiques. Dès le départ, son gouvernement s'est montré motivé par des calculs de politique intérieure et a fait preuve d'un pragmatisme prudent. La Maison Blanche devait accomplir un délicat numéro de funambule qui consistait à apaiser une droite républicaine très troublée tout en évitant des conflits avec le Congrès à majorité démocrate. Il en a résulté des politiques beaucoup plus sensibles non seulement à la dynamique politique de Washington, mais aussi aux événements d'Amérique centrale. Dans l'ensemble, les Latino-Américains se sont sentis assez rassurés par l'attitude de George Bush, grâce à laquelle, les États-Unis et l'Amérique latine ont pu créer des occasions de coopérer au règlement des problèmes centraméricains.

Paradoxalement, la seule occasion que les États-Unis ont saisie a été le Panama. En mai 1989, après que le général Noriega a annulé les élections présidentielles et envoyé ses hommes de main rétablir son autorité dans les rues, les États-Unis se sont adressés à l'Organisation des États américains (OEA) pour trouver une solution à la crise panaméenne. Toutefois, ce recours à la diplomatie manquait pour le moins d'enthousiasme.

La mission de l'OEA avait trois mois pour agir, délai ridiculement court, et Washington n'était pas d'accord avec les Latino-Américains quant à l'interprétation de son mandat. Les Américains voulaient que l'OEA poursuive l'objectif même qu'ils n'avaient pu atteindre par leurs propres politiques : retirer le pouvoir à Noriega. Les gouvernements latino-américains estimaient, pour leur part, que la tâche de l'OEA était de négocier un accord entre les différents groupes politiques panaméens en présence. Comme Washington n'était pas disposé à accepter un arrangement qui permettrait à Noriega de continuer à jouer un rôle politique, la mission de l'OEA était effectivement dépourvue de toute autorité réelle nécessaire pour mener des négociations; Noriega, qui a vite compris de quoi il retournait, a purement et simplement refusé de traiter avec l'Organisation.

Au mois de septembre, l'échec de l'initiative de l'OEA laissait peu d'options aux États-Unis, qui pouvaient soit accepter que Noriega reste au pou-

voir, soit employer la force pour l'en chasser. Face à un Congrès qui réclamait à cor et à cri que le gouvernement cesse de tergiverser, il devenait de plus en plus difficile de prôner la première option. Les critiques des républicains comme des démocrates se sont considérablement intensifiées au mois d'octobre, quand le président Bush a décidé de ne pas soutenir les officiers panaméens dissidents dans leur tentative de coup d'État avorté.

Le 19 décembre, les États-Unis ont déclenché leur invasion et, sorte de pied de nez au mauvais sort, presque tout ce qui aurait pu mal tourner s'est bien déroulé. Les troupes américaines sont rapidement venues à bout des forces de défense panaméenne, sans avoir à déplorer trop de pertes en vies humaines; la population locale a soutenu l'action américaine au-delà de toute espérance; les dirigeants de l'opposition locale, véritables vainqueurs des élections de mai, ont accepté de former un nouveau gouvernement; et la résistance des hommes de Noriega s'est résumée à quelques escarmouches. Rien de tout cela n'était gagné d'avance. La chance a joué un rôle crucial dans la «réussite» de l'invasion.

Cependant, le gouvernement Bush n'avait nullement pensé aux réactions que l'opération *Just Cause* provoquerait en Amérique latine, ni tenu compte des normes internationales en vigueur qui condamnent les interventions armées. Presque tous les pays de la région se sont indignés de l'action américaine et l'ont condamnée. De plus, il n'a pas tardé à devenir évident que les États-Unis n'avaient pas réellement préparé les lendemains de l'invasion, ce qui leur fit commettre une série d'impairs, comme d'organiser la cérémonie de prestation de serment du président Endara sur une base militaire américaine, compromettant par là même la légitimité proclamée de son autorité. Il a fallu deux mois au gouvernement Bush pour lever ses sanctions économiques contre le Panama et, aujourd'hui encore, l'économie de ce dernier est en piteux état. L'aide que les États-Unis avaient promise s'est fait attendre de nombreux mois et le pays compte toujours sur les soldats américains pour maintenir l'ordre.

Rien de tout cela n'a entamé l'enthousiasme qui régnait aux États-Unis, où l'intervention a grandement redoré l'image du gouvernement Bush. Plus personne à Washington n'accusait le président de se montrer d'une prudence excessive et de n'avoir pas la dimension d'un dirigeant mondial. L'homme et son gouvernement ont acquis stature et autorité, et davantage de latitude en ce qui concerne le règlement d'autres problèmes internationaux. Néanmoins, George Bush n'a jamais cherché à mettre sa crédibilité toute neuve à l'épreuve ailleurs dans la région. En fait, l'ambiguïté a continué d'y caractériser sa politique.

S'IL EST UN DOSSIER QUI ILLUSTRE BIEN CETTE AMBIGUÏTÉ, C'EST LE DOSSIER nicaraguayen. Pendant huit années, le gouvernement Reagan a imperturbablement appuyé les *Contras* dans leur guerre par personnes interposées contre le gouvernement sandiniste. Plus que toute autre initiative, la guerre des *Contras* est devenue le credo du gouvernement Reagan : il fallait que les États-Unis réaffirment leur pouvoir et leur influence, qu'ils arrêtent la progression du communisme dans cet hémisphère et ailleurs et qu'ils la contestent partout où ils le pouvaient. Le coup d'arrêt porté à l'aide militaire aux *Contras* par l'opposition du Congrès un an avant la fin de son second mandat n'a pas empêché Ronald Reagan faire campagne jusqu'au bout pour relancer cette aide. George Bush a préféré ne pas continuer à se battre avec le Congrès à ce sujet, mais il n'a pas renoncé à utiliser les *Contras* comme instrument de la politique américaine. En fait, deux mois après son entrée en fonction, son gouvernement a conclu, difficilement, un accord bipartite avec les dirigeants du Congrès. Les *Contras* demeureraient intacts une année de